

BUREAUX : RUE NAIN, 1.

Roubaix, Tourcoing :
Trois mois . . . . . 12 f.
Six mois . . . . . 23
Un an . . . . . 44

L'abonnement continue, sauf avis contraire

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1 ; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place ; A LILLE, chez M. Bôghin, libraire, rue Grande-Chaussée. A PARIS, chez MM. Havas, Lafitte-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8 ; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT : J. HEROUX

Le Nord de la France :
Trois mois . . . . . 15 f.
Six mois . . . . . 28
Un an . . . . . 52

ANNONCES : 15 centimes la ligne.
RÉCLAMES : 25 centimes.
— On traite à forfait. —

ROUBAIX, 15 DÉCEMBRE 1870

Voir aux dernières nouvelles

Dépêches télégraphiques

(Service particulier du Journal de Roubaix)

Le Havre, 14 décembre.
Voie anglaise.

Il n'y a pas de changements essentiels ni au Havre ni à Honfleur. Tout est calme. Le général français Moignart avance avec 30,000 hommes pour arrêter l'ennemi et, si c'est possible, de le couper de sa base d'opération.

Le Havre est amplement pourvu d'un excellent matériel de guerre. Des canonniers gardent la Seine.

Le Havre, 14 décembre.
(Voie d'Angleterre.)

A Honfleur, le nombre des troupes françaises augmente.

Il n'y a pas de Prussiens dans le voisinage. On suppose qu'ils ont abandonné l'idée d'attaquer le Havre.

Les nouvelles de Saint-Malo et du Nord-Ouest de la France parlent de l'énergie croissante des populations.

De grands corps de troupes et beaucoup de matériel de guerre avancent pour rejoindre l'armée de la Loire.

Manich, 14 décembre.

Chambre des députés. — M. Bray présente le traité fédéral ; il relève que la ratification du traité rétablit l'alliance fédérative allemande et la communauté qui vaut les sacrifices faits par la Bavière.

La nouvelle communauté possèdera les droits et la force d'une grande puissance de premier rang.

La Bavière aura dans cette communauté la place en rapport avec son importance historique et géographique et qui lui met dans la possibilité de développer, en Allemagne, et à l'aide de la Confédération, hors de l'Allemagne, son action.

Le ministre de la guerre présente un projet de loi relatif à un crédit militaire extraordinaire jusqu'à la fin du mois de mars, s'élevant à 41,020,000 florins.

Le ministre des finances présente un projet de loi tendant à continuer provisoirement la perception des impôts pendant un autre trimestre.

La proposition du second président, de renvoyer les traités à une commission spéciale, est adoptée sans discussion.

Le Daily News reçoit de Bruxelles une lettre très-intéressante qui lui annonce le bombardement prochain de Paris. Le correspondant du journal anglais semble s'attacher à excuser ce pauvre roi Guillaume, qui ne se décide qu'à regret à en venir à ce moyen extrême. Voici quelques extraits de cette correspondance.

Un message de confiance vient d'arriver de Versailles ; il apporte des renseignements sur l'aspect actuel de la situation au quartier-général Allemand. Le comte Nostitz est officier qui a porté la dépêche au général Trochu le 6 de ce mois, protégé par un drapeau parlementaire. La dépêche ne contenait pas une sommation formelle de se rendre ; mais elle exposait avec force l'état général des choses comme affectant les opérations de la campagne.

Les batteries sont complétées et fournies de traverses, de boucliers et de tout ce qui est nécessaire pour recevoir 300 pièces de siège. On a calculé qu'une nuit suffit pour transporter ces canons de gros calibre des parcs de Villa-Coublay et Sevrin à leurs positions respectives, pour les monter et démasquer les batteries. Dans une semaine, disait-on, un feu concentré sera ouvert par seize batteries sur les forts et sur la ville même de Paris. Cette perspective est envisagée comme très-sérieuse.

Le roi de Prusse lui-même ne s'y décide qu'à regret. Mais, à ce que l'on prétend, il est forcé de songer à ses soldats qui commencent à se plaindre qu'on épargne les Parisiens à leurs dépens, et qui le pressent de mettre un terme à une période d'attente devenue insupportable. Sa Majesté, de son côté, sent bien qu'il y a plus de cruauté à faire mourir de faim deux cent mille combattants qu'à tuer un certain nombre d'habitants par les boulets.

Le roi est de nouveau irrité contre la folle des Parisiens qui tiennent bon toujours, après que s'est évanoui l'espoir qu'ils avaient d'être secourus par l'armée de la Loire ; d'autant plus que le général Trochu lui-même a déclaré que Paris ne pourrait

prolonger sa résistance à moins que les provinces ne lui vinssent en aide. En second lieu le Roi est constamment sollicité de prendre des mesures extrêmes pour les hommes dans le jugement desquels il a la plus grande confiance. Malgré tout cela il a résisté jusqu'à présent, mais on croit qu'il va céder.

La mort de sa sœur l'a beaucoup affecté. Le prince royal, qui a donné la nouvelle, avait pris la précaution d'empêcher que le télégramme annonçant la mort de la royale princesse, attendue depuis plusieurs jours, ne parvint au roi par d'autres mains que les siennes. L'entrevue du prince et de son père a eu lieu le 7 au matin. Il n'y avait personne avec eux.

On lit dans la Gazette du Weser qu'un correspondant militaire de cette feuille considère les préparatifs du bombardement de Paris comme étant à la veille de se terminer. Trois cents grosses pièces de siège sont en batterie, approvisionnées chacune de 500 projectiles. Ces 300 pièces sont d'un calibre supérieur à tout ce qui a été employé jusqu'ici.

Les 130 mille bombes dont elles menacent la ville, suffiraient seules, dit le correspondant que je cite, à démolir Paris de fond en comble. Elles seront aidées dans cette besogne par la masses des canons et des mortiers qui ont travaillé à Strasbourg et dans le Nord. La pluie d'obus que cette artillerie lancera sur les forts et sur l'enceinte sera phénoménale.

En attendant cette formidable péripétie de la crise, je remarque que notre presse — même celle qui est réputée la plus officieuse — commencent à se préoccuper des suites qu'auront plus tard toutes ces rigueurs militaires. Ce sont les journaux de Vienne qui les premiers se sont occupés de ce côté de la situation, et les considérations qu'ils font valoir commencent à être parfaitement appréciées en Allemagne. Il est certain, disent ces journaux, que l'abus de la victoire, tel qu'ils se pratique en ce moment par l'Allemagne, laissera en France, après la retraite des armées, un invincible désir de revanche. Quelle que soit la paix qui intervienne, elle n'éteindra pas la rage que la conduite des armées allemandes aura allumée dans le cœur des Français et l'empire d'Allemagne, naissant en ces terribles circonstances, devra, quoiqu'il advienne expier son péché originel, celui d'être le produit d'une série de violences qui de leur nature invoqueront, dans un temps plus ou moins éloigné, des violences semblables de la part du vaincu.

Il en résulte immédiatement que ce serait un non-sens de croire que l'empire d'Allemagne puisse être la paix ; cet empire est nécessairement la guerre, en ce sens, que l'Allemagne toujours sous le coup d'une inévitable revanche, ne pourra jamais désarmer. Joignez à cette situation, les vellétés que la paix Franco-Prussienne va donner à la Russie ; celle-ci n'admettra l'agrandissement de la Prusse, qu'à la condition que, de son côté, la Russie réalise son rêve séculaire, la prise de Constantinople ; et il est dès à présent, suffisamment clair pour l'Europe, que sur ce point, les cabinets de St-Petersbourg et de Berlin sont parfaitement d'accord. Or, ces vellétés de la Russie, et les armements qui en résulteront, forceront l'Autriche et l'Angleterre à se mettre aussi sur leurs gardes, on armant à leur tour ; — d'où découlera pour l'Europe cette triste conséquence que la guerre actuelle, bien loin de couper court, comme on l'avait espéré, au militarisme effréné qui, depuis quelques années, dévore les puissances de la plupart des Etats Européens, la guerre, dis-je n'aura fait que pousser cette plaie à un nouveau et intolérable degré d'aggravation.

Les journaux de Vienne ne voient qu'un remède à cette malheureuse éventualité : c'est la modération de la Prusse, celle-ci, disent-ils calmerait l'exaspération de la France, si elle consentait, à lui recéder l'Alsace et la Lorraine ; ce serait, de la part du vainqueur, un acte de chevalerie dont le peuple Français lui rendrait compte. Et en même temps, la Prusse, ou plutôt l'Allemagne, aurait le droit de poser comme elle l'entendrait la question d'Orient. Ne gagnant elle-même aucun territoire, elle n'aurait pas à consentir à l'agrandissement de la Russie ; et elle aurait l'Autriche et l'Angleterre pour auxiliaires dans sa résistance à cet agrandissement.

Ainsi, et seulement ainsi, l'Europe pourrait être débarrassée du militarisme exagéré qui la ronge. L'Allemagne pourrait achever en paix l'œuvre de son unification impériale.

(Courrier de l'Escaut.)

LETTRES DE PARIS

Paris, le 9 décembre 1870.

Le général Trochu, qui depuis quelques jours n'avait pas quitté ses troupes cantonnées à Vincennes, est venu à Paris hier soir et a assisté au conseil du gouvernement.

Les journaux de chronique nient que les officiers prussiens prisonniers aient été l'objet d'insultes et surtout d'insultes graves de la part de la population parisienne.

Voici les renseignements certains recueillis par Paris-Journal : « Depuis quelques jours cinq officiers allemands, âgés de 20 à 25 ans à peu près, venaient déjeuner et dîner dans un restaurant du boulevard, accompagnés d'une personne à laquelle ils avaient été confiés par le gouverneur de Paris. Ils passaient leurs repas dans le salon du rez-de-chaussée, avec les clients ordinaires, et aucun incident ne s'était produit. Cependant la présence de ces messieurs dans l'établissement commençait à exciter la curiosité. Le restaurateur les pria un soir de quitter le salon et de prendre un cabinet s'ils voulaient être servis. Les jeunes Allemands se rendent à l'invitation et montent au premier étage. Pendant leurs repas, ils laissent leur porte ouverte ; ils rient et parlent haut, arrogants comme deux vainqueurs, et lorgnent d'une façon inconvenante deux dames qui dînent coté d'eux. Un monsieur qui accompagnait ces dames se lève et va droit aux jeunes gens, qu'il n'avait pas reconnus pour des prisonniers prussiens, les engager à se mouvoir l'avenir plus réservés. Voilà tout ce qui s'est passé. C'est, dit-on, au café Riche que ce fait a eu lieu.

Le capitaine de Icaurepaire a réuni les 12 mille volontaires avec lesquels il espère pouvoir franchir les lignes prussiennes, et organise en province une véritable levée en masse. Il s'est rendu hier auprès du général Trochu, qui, conformément à la promesse qu'il lui avait faite, lui a donné l'autorisation officielle de constituer définitivement ce nouveau corps.

Les carabiniers prussiens ont été passés en revue hier, par l'intendant militaire délégué par le ministre de la guerre. Ce corps a pour officiers MM. Perelli, de Gamont et de Qatrefages.

L'uniforme est bleu et noir, chaque homme est armé de Sniders, la baïonnette sert de sabre.

Parmi les soldats de cette compagnie, j'ai remarqué le directeur des Variétés, M. Eugène Bertrand Victor Koning et deux artistes : M. Soutre, du théâtre français et M. Raynard, de l'Odéon.

Ce corps qui est oserné entre Courbeville et Rueil, a eu, dans les dernières affaires, une vingtaine de blessés.

Samedi matin on doit distribuer à tous les carabiniers les capotes et les vivres de campagne. On a distribué à tous les gardes nationaux et à tous les mobiles une brochure intitulée : Le livre de santé du soldat, qui renferme les principaux préceptes d'hygiène à observer en campagne. Durant toute la journée d'hier, les petites voitures qui servent d'équipages militaires aux mobiles, ont transporté aux avant-postes du charbon et du bois, pour les bivacs de nos soldats.

Les batteries du plateau d'Auron paraissent devoir être aussi funestes aux Prussiens à l'Est, que les batteries du Hautes-Bruyères au Sud.

Les canons qui y sont installés portent à 6,000 mètres, et atteignent le village de Cholle où le chemin de fer de Nancy débarquait les troupes et le matériel de guerre, de l'ennemi.

Hier encore, un agent de la compagnie forestière est entré à Paris, porteur de sept cents lettres.

Paris, 10 décembre.

L'Electeur libre publie la note suivante que je reproduis sans bénéfice d'inventaire. Le Journal officiel ne fait aucune allusion à la nouvelle donnée par la feuille de M. Arthur Fieard. Quoiqu'il en soit, voici ce que rapporte l'Electeur : Il est arrivé hier soir deux pigeons. Jamais nouvelle semblable ne nous a causé une plus grande émotion. L'anxiété est immense depuis la lettre de M. de Moltke ; on est impatient de connaître la gravité de notre défaite si solennellement annoncée.

Les dépêches sont toutes les deux datées du 7 décembre.

Les pigeons ont été portés à Vincennes où se trouve le Gouvernement.

On s'est rappelé malheureusement qu'avant-hier, le même Electeur libre avait annoncé, d'après le rapport d'un paysan venu de Corbeil, la jonction dans cette ville du général d'Aurelles de Paladines de Bourbaki. Quelque extraordinaire que fût cette rumeur, l'autorité militaire avait témérairement donné l'ordre à la préfecture de police de se mettre en campagne, et d'amener le riche paysan au palais du gouverneur, où il serait découvert. Tous les efforts de la police n'ont abouti qu'à la découverte d'un nommé M... domicilié boulevard Malesherbes, qui est en effet rentré à Paris, mais depuis quinze jours. Et voilà, pourquoi nous refusons de croire autre chose que les nouvelles officielles.

Les quatre officiers wurtembergeois, qui ont donné lieu à la communication du Gouvernement et à la lettre du général Trochu ont été ramenés avant-hier aux avant-postes prussiens pour être échangés contre des officiers français du même grade.

On suppose généralement que le but du général Trochu en rendant à la liberté ces quatre prisonniers de guerre, a été de faire connaître à nos ennemis par une voie qui ne soit pas suspecte, l'effet produit sur les Parisiens par la lettre du général de Moltke.

Le premier ballon qui doit partir de la gare du Nord, s'appellera du nom du brave général Renault.

MM. Dartois et Yon avaient demandé au général Ducrot la permission de donner son nom à leur nouvel aérostat. Pas encore, a répondu le général Ducrot, je ne me sens pas digne aujourd'hui de l'honneur que vous voulez me faire ; mais revenez me voir dans quelques jours et peut-être, après les victoires que j'espère, pourrez-vous donner mon nom à un autre de vos ballons.

Hier, en avant du fort d'Issy, à côté de la redoute du Moulineux, les mobiles avaient fait un immense bonhomme de neige tourné vers les Prussiens, leur faisant ce qu'on appelle vulgairement un pied-de-nez.

Le bonhomme avait la hauteur d'un 2<sup>e</sup> étage.

Les Prussiens, offensés du geste, ont tiré sur le bonhomme avec leurs fusils de rempart. — Les mobiles, cachés derrière leur homme, ripostaient. — A un certain moment, un mobile a dit : — Il est nu tête, il doit avoir froid, — et grimant dans le dos du bonhomme, il est allé le coiffer — d'un casque prussien — alors les fusils de rempart ont redoublé d'acharnement, mais trois heures après le bonhomme était encore debout. Le dessinateur Regaunay fait partie, comme Suisse, de la légion des amis de la France ; et il était au feu, quand il vit venir à lui un grand diable d'étudiant de Leipzig plus maigre et plus long qu'on ne peut croire, et le dépassant de la tête. — L'étudiant avait jeté son fusil et venait se rendre. Regaunay en fit d'un coup un prisonnier et un croquis pour les journaux.

Les cent-gardes qui n'avaient pas accompagné l'ex-empereur, et qui étaient restés à Paris, ont été versés dans un régiment de cuirassiers. Ils sont en ce moment campés sur le boulevard Vaugirard.

On vient de construire des meules en acier, pour les moulins à vapeur. La surface de ces meules, par une préparation particulière, a été garnie d'aspérités pareilles à celle d'une lime, de manière à imiter la surface de meules en pierre.

C'est lundi que viendra devant le tribunal de police correctionnelle le procès en diffamation intenté au Figaro par M. Maurice Joly, à l'occasion du récit des événements du 31 octobre.

D'après l'Opinion nationale, le sergent Hoff, dont les exploits ont tant occupé les Parisiens, avait disparu depuis les derniers combats.

M. L. Jeziersse, chroniqueur militaire à l'Opinion nationale, polonais d'origine, vient de se faire naturaliser français.

ROUEN.

Une personne arrivée de Rouen nous donne quelques détails sur la manière dont les Prussiens se conduisent dans cette ville.

Il n'est pas vrai que Rouen a été imposé de quinze millions. On n'a pas fait de réquisitions en numéraire ; mais la ville a été obligée de fournir 20,000 paires de bottes, 80,000 couvertures, sans parler d'autres réquisitions en nature.

Les officiers supérieurs se sont installés dans les hôtels de France et d'Angleterre. Ils mangent bien et boivent beaucoup. Quant

au règlement de la note, c'est la ville qui doit s'en charger.

Le maire a publié un avis annonçant que toutes les communications étaient libres et encourageant les cultivateurs à amener leurs bestiaux, etc., au marché, comme d'habitude.

Il va sans dire que l'ennemi s'est emparé de tous les chevaux. Il déclare hautement que son intention est de passer l'hiver à Rouen. La garnison prussienne doit se composer de 8,000 hommes. Plus de 20,000 soldats occupent la ville actuellement. L'armée qui l'a traversée se composait de 50,000 hommes.

(La France du Nord.)

SAINT-QUENTIN

On vient de ramener à Saint-Quentin 16 prisonniers prussiens qui ont été pris près de La Fère. Il y avait aussi 3 espions et une femme accusée d'avoir trahi des franc-tireurs. L'indignation contre cette dernière était telle, dit le Glaneur, que la foule s'est fait justice elle-même sans l'escorte qui conduisait les prisonniers à la maison d'arrêt.

On lit dans l'Ami de l'Ordre, de Noyon : Vendredi, vers midi, quelques cavaliers prussiens ont traversé notre ville. Nous les avons pris pour des éclaireurs chargés d'explorer les environs. Cela nous a paru d'autant plus vraisemblable qu'il paraît que les chefs de l'armée ennemie, reloués sous Paris, ne seraient pas sans inquiétude.

Quelques heures plus tard, un détachement d'infanterie prussienne, paraissant venir de Roye arrivait à Noyon. Informations prises, nous avons su que ce détachement composé de 230 hommes, commandés par un capitaine, était destiné à rester en permanence à Noyon.

Dans la soirée, un autre détachement de 50 hommes, faisant également son entrée en ville ces hommes, venant de La Fère, se sont aussitôt dirigés sur Roye. Ils avaient été précédés dans cette ville par un corps de 3,000 hommes arrivés jeudi dernier.

LA FÈRE

Le bruit s'est répandu hier que La Fère venait d'être repris par les troupes françaises. Cette nouvelle est prématurée.

On comprendra que nous gardions la plus grande réserve sur les mouvements de troupes qui s'opèrent dans la contrée et que nous nous bornions à enregistrer les faits accomplis. Encore, sous ce dernier rapport, devons-nous nous montrer difficiles sur le choix des informations.

Sommairement, et toujours sous toutes réserves, voici les renseignements que nous avons recueillis :

Plusieurs engagements ont eu lieu entre Ham et La Fère. 200 Prussiens ont été capturés entre Ham et Flavy hier. Hier matin, une colonne prussienne de 2,500 hommes, venant de Ercheu, s'est présentée devant Ham ; on s'est battu toute la matinée. On s'est battu aussi à Aubigny. Les Français étaient supérieurs en nombre aux Prussiens.

Dimanche soir, un convoi d'une vingtaine de voitures de réquisitions, a été pris entre Viry et Vouel par un détachement français.

Ce matin, vers dix heures, seize prisonniers prussiens, pris entre Ham et La Fère, ont été conduits à Saint-Quentin.

(Guetteur.)

AMIENS

Nous empruntons au Propagateur la correspondance suivante : Amiens, 8 décembre 1870.

Jusqu'à cette après-midi le service de la poste se faisait un peu clandestinement, mais assez régulièrement. Des piétons d'une part, d'autre part la diligence de Doullens apportait les lettres et l'administration, les faisait remettre à domicile par les facteurs habillés en bourgeois ; c'est ainsi qu'arrivaient également des journaux.

Mais il y a quelques heures les autorités prussiennes se sont emparées des bureaux et ont arrêté deux des principaux chefs de service ; l'un d'eux, assure-t-on, est interné à la citadelle, pourquoi ? d'autres prétendent que c'est parce qu'il a refusé de faire le service sous la domination prussienne ; d'ailleurs les Prussiens ne se privent pas d'incarcérer.

Ainsi, M. Jeunet, le directeur du Journal d'Amiens, a été arrêté et mis sous les verrous pour avoir refusé de dire quel était l'auteur des correspondances prussiennes qu'il insérait dans son journal. Aujourd'hui il a obtenu sa liberté grâce à une forte rançon ; cela paraît bien